



10 NOV. 2023

EN TRANSITIONS: OUI... MAIS!

Quelques-uns ont encore des doutes sur le changement climatique, sur le fait que nos modes de vie et de consommation « abîment » notre planète bleue et détruisent des écosystèmes fragilisés et pourtant si utiles.

Le risque est mondial... Mais pouvons-nous encore parler de risque, car les faits, les désordres sont bien présents... Et au pluriel !

Les facteurs aggravants, voire à l'origine des méfaits qui nous impactent, sont connus.

La mondialisation et la croissance insouciante de certains (à ne pas confondre avec le besoin nécessaire de croissance des pays « pauvres », des populations en fragilité) font évidemment parties de ces facteurs.

La mise en concurrence décomplexée à l'échelle mondiale (« en mettant plusieurs mouchoirs » sur les questions sociales, environnementales, fiscales, de respect des droits humains, de meilleur partage des richesses...) et la libéralisation forcée dans la plupart des secteurs économique sont également à citer... le tout sous le diktat d'un « MONDE DE LA FINANCE » œuvrant en dehors de tous choix démocratiques.

Cette concurrence est synonyme de « mauvaise » croissance, de « croissance à bas coûts », de gaspillages de la part des pays dits « riches » et de pillages des nations pauvres.

Ces politiques libérales, à la limite de l'impérialisme, sont mises en œuvre y compris pour assurer nos transitions énergétiques et afficher des croissances qui seraient « vertes ».

Ces politiques ont évidemment une face cachée pour les populations impactées, face qui est loin d'être écologique et vertueuse. Certains États, certains privilégiés pourront accéder à une part infime de cette nouvelle croissance mondiale, cette « mini » croissance étant plus grise que verte et inéquitable... Peu de gagnants, beaucoup de perdants !

De même, cette transition énergétique impulsée par de nombreux États nécessite de nombreux « entrants » (capacités industrielles, main d'œuvre spécialisée, finances...), notamment l'accès à certaines matières premières, dont l'extraction et le traitement ne sont pas forcément « verts », qui sont en partie « rares ». Nous allons être rapidement confrontés à un déséquilibre entre l'offre et la demande. Nous savons aussi que pour accéder à ces ressources, une diplomatie éloignée de nos principes républicains sera sans aucun doute nécessaire... Négocier avec des États, des gouvernements peu scrupuleux, ne respectant pas les droits de l'homme, l'environnement... Jusqu'à contractualiser avec des dictatures ???

Le verdissement de nos économies, de l'industrie, de nos modes de vie serait à ce prix ?!



Pour autant, la transition énergétique est une nécessité, comme le sont d'autres transitions.

En matière d'Énergie, notamment d'électricité, l'équation n'est pas nouvelle, il faut équilibrer production et consommation, avec un niveau suffisant de marge pour assurer la sécurité d'approvisionnement.

Dans l'édition 2023 du bilan prévisionnel que RTE commence à dévoiler, le fragile équilibre est bien « posé » sur 4 piliers, 2 pour la consommation et 2 pour la production. Fragilité qui pour mémoire est le fait de la libéralisation du secteur de l'Énergie.

Le socle de la transition énergétique française (court, moyen et long terme) s'assoit ainsi sur :

- le nucléaire (prolongation et maximisation du productible existant, Mise en Service de l'EPR, puis à moyen-long terme arrivée des réacteurs EPR2, le développement potentiel de SMR...);
- Les renouvelables (accélération du rythme de développement, maximisation du productible existant...);
- L'efficacité énergétique ;
- et pour finir la sobriété.



Sans oublier le « transverse » entre production et consommation, les indispensables réseaux, qui sont eux aussi des leviers de la transition !

Ces piliers (ou levier de la transition) nécessitent des politiques publiques affirmées, engageantes, financées et maîtrisées.

En mettant « provisoirement » de côté la question de la sobriété, les autres « leviers » cités ont besoin, en même temps, des mêmes « entrants » :

- des matières premières ;
- des capacités industrielles ;
- des emplois et des compétences ;
- une bonne dose d'acceptabilité ;
- la capacité de la part de l'administration et des territoires à accompagner les projets ;
- et des lignes budgétaires ;

Face à ce que l'on peut qualifier de nouvelle révolution industrielle à instruire et à construire, il y a plusieurs réponses qui ont déjà fait leurs preuves :

- Il faut **revenir à une organisation et une maîtrise PUBLIQUE du secteur de l'Énergie**, élargi aux questions de l'efficacité énergétique.
- Il y a besoin d'une organisation, d'une vision « SOCIALE » pour assurer le grément « rapide » en compétences pérennes... Il faut **redonner du sens au STATUT**, pour tous les salariés du secteur, **avec des garanties collectives de haut niveau**.
- Il y a besoin d'un plan MARSHALL pour **assurer un financement équitable, stable... et déconnecté des préceptes libéraux** axés sur la rentabilité immédiate et exagérée. Il faut aussi avoir le courage d'aller chercher l'argent des « 1% qui détiennent 99% des richesses »

Ces besoins sont évidents, sauf pour les accros au capitalisme et au libéralisme (qui ne seront jamais « VERTS » malgré ce que l'on tente de nous faire croire).

MAIS...car il y a un MAIS !

La volumétrie des « entrants » précités, nécessaire aux leviers identifiés, est si importante que nous pouvons douter de l'atteinte exhaustive des objectifs fixés.

C'est pour cela que la sobriété, qui peut et doit aussi s'appliquer à d'autres enjeux de société, semble inéluctable.

Pour certains, la solution est « simple ».



Au nom de l'exécutif, la *Ministre de la Transition Énergétique* parle ainsi de « *sobriété désirable* ». Il suffirait d'un ou deux slogans, de photographies de nos dirigeants avec un pull, une doudoune ou une écharpe et le tour serait joué !

En premier lieu, **la sobriété doit être acceptable et équitable.**

Le chemin à trouver entre sobriété (pour ceux qui consomment dans l'insouciance, répondant aux modes, à certains désirs « luxueux » ...) et la réponse nécessaire aux besoins vitaux pour les précaires est à tracer, en répartissant mieux les richesses et donc la consommation.

La sobriété doit aussi être « socialisée ». Cela signifie que ceux qui au travers du mal-logement, de la précarité énergétique, d'utilisation d'équipements électriques anciens, consommateurs (mauvaise étiquette « Énergie ») doivent être aidés financièrement en termes de rénovation des logements et de remplacement des appareils énergivores. Le signal « Prix », appliqué sans considérants sociaux, serait ainsi une mesure d'une injustice forte !

Comme cela devrait être le cas en matière de contribution pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, pour les besoins des Services Publics, pour l'intérêt général, *l'effort doit être également réparti entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.*

En matière de sobriété, il semble légitime que les fortunés, les hyper consommateurs fassent plus d'efforts et soient touchés en premier par les mesures de sobriété. De même si des mesures fortes de sobriété



s'avéraient nécessaires pour assurer l'équilibre, avant de s'attaquer aux citoyens les moins fortunés, aux populations fragiles, il apparaît logique et moral de regarder du côté des temples de la consommation, des activités « superflues » lors des période de crise et de tensions.

Les questions de transitions, qu'elles soient énergétiques, agricoles, comportementales... sont des dossiers éminemment politiques qui sont à traiter par nos élus, nos gouvernants.

Mais les organisations syndicales ont également leurs rôles à jouer. Ainsi pour le secteur de l'Énergie, nos compétences, notre connaissance du secteur, notre force de propositions font de nous des interlocuteurs amènes à contribuer au débat citoyen, tout en portant la voix des salariés.

Dans la période, beaucoup de promesses électorales sont faites en matière de défense et de protections des salariés, de rémunération, d'organisation du travail au quotidien, de Service Public, de durabilité, de futurs préservés... **Mais toutes ces « promesses » ne valent que si d'autres combats sont menés en parallèle.** Ainsi, pour être « fort » sur l'atteinte des objectifs pris vis-à-vis des salariés, il faut aussi **porter, avec force, une autre vision de la société, un autre projet d'organisation pour le secteur de l'Énergie, mener le combat contre le coût du capital...**

Notre engagement comme Administrateurs représentant tous les salariés et celui de la Fédération qui nous parraine, la FNME **CGT** va dans ce sens.

Pour gagner sur les détails du quotidien, sur les promesses, **il faut avoir le courage de « renverser » la « table des Lois » existante**, selon laquelle il n'y aurait pas d'alternatives. Pourtant, **le slogan politique « TINA : There Is No Alternative »**, porté depuis la fin des années 1970, signifiant que *le marché, le capitalisme et la mondialisation sont des phénomènes nécessaires et bénéfiques et que tout régime qui prend une autre voie court à l'échec*, **est bien à remettre en question.**

C'est pour cela que nous insistons au nom de la **CGT**, sur le fait que **la transition énergétique ne se fera pas sans transition économique, sans transition et accompagnement social, sans un changement complet de notre modèle de société.**

Nous restons à votre disposition pour échanger sur l'ensemble des thématiques... **Exprimez-vous, vous en avez l'occasion** au gré des échéances qui vous sont proposées.



VOS ADMINISTRATEURS SALARIÉS CGT

Christophe AIME
Laurence HOLDERLE

